

Congrès AFSP 2009

Section thématique 34

Représentants et représentés : élus de la diversité et minorités visibles

Jacobs D., Teney C., Rea A., Delwit P. (Université Libre de Bruxelles)
djacobs@ulb.ac.be, cteney@ulb.ac.be, area@ulb.ac.be, pdelwit@ulb.ac.be

Les comportements électoraux des minorités ethniques à Bruxelles lors des élections locales de 2006¹

Ces dernières années, les minorités ethniques d'origine immigrée sont devenues un groupe électoral non négligeable dans les villes belges. De nombreuses études ont été menées sur le lien entre vie associative des immigrés et participation politique et sur les profils des politiciens d'origine immigrée, mais jamais encore sur le choix des partis et les comportements électoraux des minorités ethniques. Dans cet article, nous proposons la première analyse des comportements électoraux des minorités ethniques en Belgique, en utilisant des données à la sortie des bureaux de vote lors des élections locales de trois communes de la Région de Bruxelles-capitale. Nous cherchons à savoir si les immigrés d'origine non-européens votant ont une préférence particulière liée à un parti qui ne peut être expliquée qui ne peut être expliquée par d'autres variables telles que le niveau d'étude ou la position socio-économique. Selon la théorie des structures d'opportunité politique, on pourrait s'attendre une moindre importance du vote ethnique dans le contexte belge (dans lequel la mobilisation ethnique est découragée). Cependant, le vote ethnique apparaît comme relativement important dans le contexte bruxellois.

Introduction

En 2003, le gouvernement belge était près de la démission suite à un débat houleux sur l'octroi du droit de vote aux élections locales pour les étrangers non-Européens. Si, ce sujet qui a occupé l'élite politique durant plus d'une année, oppose traditionnellement la gauche et la droite, un autre clivage a dominé en Belgique, celui linguistique. En effet, ce sont les partis flamands qui ont eu plus de difficultés à admettre le principe d'une participation politique des immigrés (Teney & Jacobs, 2008). La question du droit de vote aux élections locales est devenue, au fil des années, une des questions les plus symboliques et controversées de l'intégration des immigrés en Belgique. Cela est principalement dû à la polarisation qu'occasionne cette question, déclenchée par l'extrême droite flamande² à laquelle répondent la contre mobilisation de la gauche et l'hésitation du centre-droit. Paradoxalement, depuis 1999, la Belgique possède sur en matière d'acquisition de la nationalité, la législation la plus libérale d'Europe, en partie parce que les compromis politiques successifs entre partis ont conduit à assouplir l'accès à la nationalité contre le refus d'octroyer le droit de vote aux étrangers (Jacobs & Swyngedouw, 2002 ; Rea et Bietlot, 2007).

Le nombre important d'étrangers non-Européens qui ont acquis la nationalité belge durant les vingt dernières années a augmenté sensiblement le corps électoral belge, surtout là où la

¹ Nous souhaitons remercier la Faculté des Sciences sociales, politiques et économiques/ Solvay Business School de l'Université libre de Bruxelles pour leur soutien financier dans l'organisation des sondages.

² Lors des élections régionales flamandes de juin 2004, le parti d'extrême droite Vlaams blok (aujourd'hui Vlaams Belang) atteignait quasiment 25% des suffrages et devenait le deuxième parti dans le Parlement flamande. Dans la période 1988-2004, ce parti a augmenté en % à chaque élection. Il a constamment fait campagne contre l'extension du droit de vote et l'accès à la nationalité belge pour les étrangers.

concentration des étrangers étaient grandes, notamment dans certains quartiers des grandes villes. C'est particulièrement le cas à Bruxelles, Région-Capitale de la Belgique et de facto capitale de l'Union européenne. Dans la région de Bruxelles-capitale, 26% de la population est étrangère. Selon nos estimations³, quelque 42% de la population (sur 1.000.000 d'habitants) est d'ascendance étrangère. Il est intéressant de noter que, les migrants d'origine européenne (qui compose la moitié de la population étrangère à Bruxelles) sont quasiment invisibles dans la politique locale, alors que les migrants non-Européens ont acquis un poids politique considérable. Comme capitale de Belgique, Bruxelles est institutionnellement une région bilingue (avec la garantie d'un pouvoir partagé entre Flamands et francophones), mais le français est indubitablement la *lingua franca* et la population francophone est clairement majoritaire.

Ces dernières années, de nombreuses études ont analysé le lien entre la vie associative immigrée et la participation politique (Bousetta et alii, 2005 ; Jacobs et alii, 2004) et les profils du personnel politique d'origine immigrée (Jacobs et alii, 2006). Cependant, peu de travaux se sont intéressés aux choix et aux comportements électoraux des minorités ethniques. En utilisant les données recueillies d'enquête sortie-des-urnes lors des élections locales dans trois communes de la région de Bruxelles-capitale, nous proposons d'analyser si les votants immigrés d'origine non-Européenne ont un comportement électoral spécifique. Nous nous intéresserons aussi à la question du vote ethnique. Nous pourrions donc évaluer si des comportements identiques à ceux observés aux Pays-Bas peuvent être trouvés en Belgique. La comparaison avec les Pays-Bas est intéressante car on y trouve une histoire migratoire comparable, une structure politique similaire, un système électoral proche et une tradition de recherche empirique forte sur la question de la participation politique des immigrés (Tillie, 2000 ; Van Heelsum & Tillie, 2006).

L'intérêt principal des résultats de la Belgique pour la science politique est d'être situé à l'intersection de deux débats : le débat sur les facteurs déterminants la participation électorale des migrants et le débat sur l'impact des structures d'opportunité politique sur la mobilisation des immigrés. Avant tout, il s'agit d'une contribution au débat sur le comportement électoral des immigrés. Nous savons que le statut socio-économique est primordial dans la participation électorale individuelle (Verba et alii, 1995) et il est admis que cela vaut également pour les membres des minorités ethniques. Cependant, Leighley (2001) a insisté sur le fait que les conditions liées au contexte, telles que le profil du candidat et la mobilisation collective sont aussi importants dans la compréhension de la participation politique des minorités ethniques. En effet, les individus de statut social inférieur comptent davantage sur la mobilisation collective que les individus de statut social supérieur. La mobilisation des migrants autour de leur ethnicité comme une caractéristique commune doit être prise en compte comme une stratégie de réduction des coûts (Verba et alii, 1978).

C'est ici que le débat politique sur l'impact des structures d'opportunité politique. Koopmans et ses collègues (2005) ont montré que les structures d'opportunité politique – incluant également les structures d'opportunité discursives des différents modèles de citoyenneté et des politiques migratoires – donne formes aux revendications des migrants, à leur représentation publique et même à leurs stratégies de mobilisation. La prépondérance du modèle républicain-assimilationniste français à Bruxelles (Bousetta et alii, 2005), lequel critique fortement la mobilisation politique sur la base ethnique parce qu'elle conduit à la ségrégation et constitue un danger pour la cohésion sociale, a pour incidence que la

³ Il n'y a pas de statistiques ethniques disponibles en Belgique, seulement des tableaux qui distinguent Belges et non-Belges.

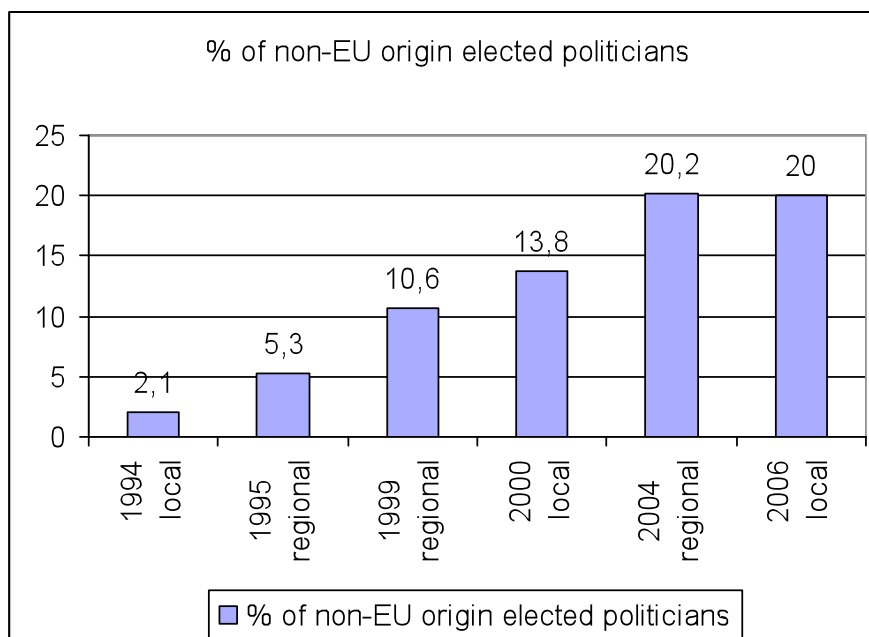
mobilisation électorale sur base ethnique n'est pas soutenue, mais tout au plus tolérée. La situation est assez différente dans les zones urbaines des Pays-Bas, où la mobilisation politique des migrants a – du moins à la fin des années 1990 – été accueillie favorablement et activement stimulée. Selon la littérature sur les structures d'opportunité politique, on pourrait penser que le vote et la mobilisation ethniques, au-delà de la mobilisation de classe, serait de moindre importance à Bruxelles qu'aux Pays-Bas.

L'avènement des politiciens d'origine immigrée

En raison de leur poids démographique, de l'attention grandissante portée à l'électorat d'origine immigrée et du système des voix de préférence aux élections en Belgique, le personnel politique immigré non-européen a progressivement obtenu de plus en plus de succès. Depuis le milieu des années 1990, la population d'origine immigrée (hors Union européenne), qui a acquis la nationalité belge (et par là, le droit de vote à tous les niveaux), a fait l'objet d'une attention croissante de la part des partis politiques à Bruxelles. Dans les quartiers à haute concentration de migrants – qui correspondent aux quartiers défavorisés de la ville –, il y a eu des campagnes importantes de la part de tous les partis visant cette population. En effet, depuis quelques années, ce n'est que dans les quartiers immigrés de Bruxelles qu'on ne peut pas ne pas savoir que l'on est en période d'élections, en raison de la forte visibilité de la campagne électorale. Il n'est pas inintéressant de souligner que de nombreux commerces dans ces quartiers proposent plusieurs affiches de différents candidats d'origine étrangère sur la même vitre. Même si les affiches de candidats de même origine ethnique étaient prédominantes, il y avait aussi des commerces et des cafés qui présentent des affiches de candidats d'origines ethniques différentes (et de différents partis) sur leurs vitres. En effet, la campagne électorale dans les rues des quartiers immigrés semble être liée aux identités ethnique et antiraciste. Il est intéressant de noter que le processus de cooptation de politiciens d'origine immigrée et le ciblage d'électeurs immigrés prend place dans un contexte où on continue à condamner le « communautarisme » et de désigner le vote ethnique comme un phénomène à éviter (Bousetta et alii, 2005).

La Figure 1 indique l'accroissement du pourcentage des élus d'origine non-UE lors des diverses élections locales et régionales au cours des dix dernières années. Nous aurons l'occasion de détailler ces données dans les paragraphes suivants.

Figure 1. Pourcentage de politiciens d'origine non-UE élus lors des élections locales et régionales à Bruxelles



Le succès des politiciens d'origine immigrée n'est pas directement liée à l'octroi du droit de vote au niveau local pour les étrangers. En octobre 2000, des étrangers – personnes qui n'ont pas la nationalité belge – ont pu, pour la première fois, voter et se présenter aux élections communales (après s'être inscrits comme électeurs). En effet, suite à l'entrée en vigueur du Traité de Maastricht, les ressortissants de l'Union européenne ont pu s'inscrire et participer aux élections locales. Cependant les citoyens non-européens n'étaient pas autorisés à voter ou à se présenter comme candidat. Les citoyens européens ont peu utilisé leur nouveau droit de vote aux élections locales. Sur les 120.246 votants potentiels, seuls 11.520 (9,6%) se sont inscrits comme électeurs. Alors que théoriquement, ils auraient pu avoir un impact de 18,1% dans les communes de la Région de Bruxelles-capitale, s'ils s'étaient tous inscrits, en fin de compte, les citoyens européens n'ont représenté que 2% de l'électorat total. Seuls quelques citoyens européens furent élus comme conseillers communaux.

Néanmoins, les élections de 2000 ont constitué un point de repère dans la participation politique des citoyens d'origine immigrée, du moins dans la Région de Bruxelles-capitale. Il y a eu une augmentation importante du nombre d'élus d'origine - principalement marocaine – non-européenne (Jacobs, Martiniello & Rea, 2002). Lors des élections locales de 1994, sur un total de 651 conseillers communaux élus, il n'y avait que 14 élus d'origine non-européenne (2,1%). Lors des élections de 2000, 90 conseillers communaux sur les 652 élus étaient d'origine non-européenne, principalement maghrébine (Jacobs, Martiniello & Rea, 2002). Ce qui représente un taux de représentation de 13,8%. Ces politiciens d'origine immigrée ont probablement été élus suite à l'apport en voix des électeurs belges d'origine immigrée⁴, dont le nombre est en croissance constante depuis la fin des années 1980.

A Bruxelles, dans la deuxième moitié des années 1990, les résultats des élections régionales annonçaient l'importance grandissante des politiciens d'origine immigrée au niveau local. Les

⁴ Voter est une obligation pour les Belges. Ne pas voter est punissable. Une grande majorité de « nouveaux Belges » ont donc participé aux élections.

élections régionales ont désormais lieu tous les 5 ans, mais coïncidaient, auparavant, avec les élections fédérales qui se tiennent tous les 4 ans. Aux élections régionales de 1995, sur un total de 75 parlementaires, 4 candidats d'origine étrangère (3 d'origine marocaine et 1 tunisienne) furent élus au Parlement (5,3%). Après les élections régionales de 1999, pas moins de 8 membres du Parlement bruxellois seraient d'origine étrangère (10,6%). Tous étaient des Belges d'origine maghrébine (7 d'origine marocaine et 1 tunisienne).

Lors des élections régionales de 2004, les Belges d'origine non-européenne ont joué à nouveau un rôle prédominant dans la campagne électorale et ont obtenu un succès électoral certain. Sur les 72 élus francophones du Parlement régional bruxellois, 17 sont d'origine non-européenne. Parmi eux, 12 sont d'origine marocaine, 2 d'origine turque, 1 d'origine tunisienne, 1 d'origine congolaise et 1 d'origine guinéenne. Sur les 17 élus flamands du Parlement régional bruxellois, 1 est d'origine marocaine. Au total, 20,2% des 89 élus sont des immigrés d'origine non-européenne.

De plus, le succès croissant des politiciens d'origine immigrée s'est traduit sur le pouvoir exécutif. Au niveau local, après les élections de 2000, 12 politiciens d'origine immigrée (marocaine, turque et congolaise) sont devenus conseillers communaux. En 2004, un politicien belge d'origine turque (Mr Emir Kir) fut nommé Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-capitale. Au même moment, une femme d'origine marocaine (Mme Fadila Laanan) était nommée Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse dans le Gouvernement de la Communauté française de Belgique, pendant qu'une politicienne bruxelloise d'origine congolaise était nommée Secrétaire d'Etat aux familles et à la personne handicapée dans le Gouvernement fédéral (Mme Gisèle Mandaila)⁵.

Aux élections communales d'octobre 2006, le succès des politiciens d'origine immigrée – surtout marocaine – se confirma à Bruxelles. Sur les 663 conseillers communaux, 138 (20%) étaient d'origine étrangère et pour la plupart d'ascendance marocaine (Jacobs & Rea, 2007), suivis par des politiciens d'origines turque et congolaise. En raison de l'octroi du droit de vote et non d'éligibilité aux étrangers au niveau local en 2004, lors des élections de 2006, les étrangers d'origine non-européenne pouvaient voter pour la première fois bien qu'ils ne pouvaient pas être candidats. Cependant, nous pouvons supposer que l'octroi du droit de vote aux étrangers aux élections communales de 2006 n'est pas le seul facteur qui explique le succès continu des politiciens d'origine immigrée. Sur les 42.298 électeurs potentiels parmi ceux que l'on appelle « ressortissants des pays tiers » (les étrangers non-européens), seuls 6.622 se sont inscrits comme électeurs, ce qui représente 1,12% de l'électorat total. Nous pouvons aisément supposer que le succès des politiciens belges d'origine étrangère est dû au fait que les électeurs belges d'origine étrangère – mais aussi des électeurs belges sans lien avec une histoire d'immigration – ont choisi de voter de manière préférentielle pour des candidats d'origine immigrée. Notons, finalement, qu'en octobre 2006, les citoyens européens pouvaient voter et se présenter comme candidats pour la seconde fois. Une nouvelle fois, leur taux de participation fut plutôt bas. Sur les 136.482 électeurs potentiels parmi les ressortissants européens, seuls 18.682 (13,7%) se sont inscrits comme électeurs. Alors qu'ils auraient pu avoir un impact de 18,31% dans l'électorat s'ils s'étaient tous inscrits, l'impact réel des citoyens européens n'est que de 3,16%. Malgré que 3% n'est pas négligeable, très peu de candidats européens furent élus et il n'y eut que peu de Belges d'origine européenne qui participèrent et obtinrent un score appréciable. En d'autres termes, les citoyens européens

⁵ Nous ne nous intéresserons pas ici de la présence des politiciens d'origine immigrée au niveau fédéral, mais mentionnons plusieurs élus d'origine marocains ou turcs tant au niveau fédéral qu'au Parlement européen.

sont politiquement invisibles au niveau local dans la Capitale européenne. Apparemment, la majorité absolue semblait ne pas considérer que leur citoyenneté européenne leur donne le droit de participer aux élections locales belges.

Les minorités ethniques comme nouvelle force électorale ?

Il a été établi que, lors des élections locales de 2006 aux Pays-Bas, les électeurs des minorités ethniques ont pu influencer de manière substantielle les résultats dans les grandes villes (van Heelsum & Tillie, 2006). A Rotterdam, par exemple, ils ont ramenés au pouvoir le parti social-démocrate, et ainsi indirectement d'évincer le parti populiste plutôt anti-immigré *Leefbaar Rotterdam*, fondé par (feu) Pim Fortuyn. Il est intéressant de noter que le soutien écrasant des électeurs des minorités ethniques pour un seul parti en 2006, a inversé la tendance antérieure dans les villes hollandaises caractérisé par un comportement électoral diversifié au sein des minorités ethniques (Tillie, 2000). Plus que probablement, ceci doit être compris dans le contexte du changement du climat politique hollandais et d'une opinion publique devenue beaucoup moins tolérante envers les minorités ethniques (Vasta, 2007). Les immigrés ont retiré leur soutien aux partis du centre et de la droite flirtant avec des discours xénophobes et des propositions politiques dures, pour le porter sur le parti social-démocrate, apparemment considéré comme une protection pour les intérêts des minorités ethniques.

Lors des débats sur l'octroi du droit de vote aux étrangers en Belgique, une question récurrente était celle de savoir quel parti politique gagnerait électoralement le plus en accordant le droit de vote aux étrangers. On considérait largement que les partis de gauche, et surtout les partis socialiste et écologiste, en profiteraient le plus. Vu la croissance démographique importante – et par là électorale – des Belges d'origine étrangère dans les grandes villes, quasiment tous les partis ont néanmoins rapidement attirés des candidats d'origine immigrée sur leurs listes, bien avant que les non-européens n'aient obtenu le droit de vote. Apparemment tous les partis –du moins du côté francophone– ont estimé qu'ils obtiendraient un avantage électoral par l'octroi du droit de vote aux étrangers. En examinant le profil des candidats aux élections régionales de 2004 et communales de 2006 à Bruxelles, on observe une tendance au sein des partis politiques à consolider une niche électorale ethnique (Jacobs et alii, 2006). Alors que le parti socialiste a clairement la plus grande diversité sur ses listes, concurrençant ainsi le parti écologiste qui fut le premier à mettre des politiciens d'origine immigrée en positions éligibles, le parti chrétien-démocrate tente de combler son retard et semble se focaliser sur la communauté africaine sub-saharienne. Le parti libéral francophone a moins investi dans l'attraction de candidats d'origine immigrée sur ses listes, mais il n'est pas resté totalement absent de la compétition pour attirer les électeurs migrants. Sans doute, cette compétition entre partis est-elle un facteur explicatif du succès remarquable –en termes de représentation– des politiciens des minorités ethniques à Bruxelles.

Dans la suite de cet article, nous voulons nous centrer sur le comportement électoral des immigrés d'origine non-européenne dans trois communes de Bruxelles lors des élections communales d'octobre 2006. Nous voulons évaluer si les minorités ethniques votent pour un parti en particulier. Plus précisément, nous voulons tester dans quelle mesure l'origine ethnique est une variable explicative du comportement électoral. En effet, l'électeur d'origine étrangère pourrait très bien n'être qu' « un électeur ordinaire ». Peut-être que l'origine ethnique ou l'histoire migratoire ne donne-t-elle pas d'explication supplémentaire lorsque nous prenons en compte les facteurs socio-économiques structurels dans le choix du parti, tels

que le genre, l'éducation et la position socio-économique. De plus, nous voulons vérifier dans quelle mesure ce « vote ethnique » se manifeste, ce qui pour nous signifie le vote de préférence pour des candidats de même origine ethnique. On suppose généralement que le succès des politiciens d'origine immigrée est dû aux votes ethniques des citoyens d'origine immigrée. Peut-être est-ce une idée fautive. Les citoyens d'origine immigrée pourraient aussi bien voter pour des candidats de la majorité ethnique et les citoyens de la majorité ethnique pour des candidats des minorités ethniques. En effet, dans une étude précédente de même nature, Swyngedouw et Jacobs (2006) ont montré, qu'en Flandre, une proportion considérable des électeurs post-matérialistes de gauche du groupe ethnique majoritaire ont choisi délibérément de voter pour un candidat immigré. En outre, en raison du climat discursif défavorable concernant la mobilisation politique ethnique, les électeurs d'origine immigrée pourraient vouloir s'abstenir de manifester une stratégie politique liée à leur identité ethnique, comme on pourrait s'attendre dans la lignée de l'interprétation présentée précédemment en cela la littérature sur les structures d'opportunité (Koopmans et alii, 2005). Afin de répondre à ces questions, nous utiliserons les données recueillies lors d'un sondage sortie des urnes réalisé par le CEVIPOL-ULB lors des élections de 2006 dans trois communes de Bruxelles.

L'enquête CEVIPOL lors des élections locales de 2006

Le 8 octobre 2006, jour des élections locales en Belgique, le *Centre d'étude de la vie politique* (CEVIPOL) de l'*Université Libre de Bruxelles* (ULB) a organisé un sondage à la sortie des bureaux de vote dans trois communes de la Région de Bruxelles-capitale : Forest, Schaerbeek et Molenbeek. Durant cette journée, des électeurs ont été choisis et questionnés au hasard dans différents bureaux de vote après qu'ils aient voté. Dans un court questionnaire, l'équipe du CEVIPOL a posé aux électeurs une série de questions quant à leur choix électoral, un nombre limité de questions socio-économiques et une série de questions sur des thèmes politiques : 553 personnes ont participé à Forest, 427 à Molenbeek et 592 à Schaerbeek.

Les résultats de ce sondage à la sortie des bureaux de vote correspondaient assez bien avec le résultat final du suffrage (comme on peut le voir dans les tableaux A à C en annexe), ce qui nous rend confiant quant à la représentativité de nos échantillons avec l'électorat de ces trois communes. Nous devons relever un biais : les électeurs des partis d'extrême droite sont sous-représentés alors que les électeurs écologistes sont surreprésentés. Les électeurs pour les (petits) partis flamands sont également sous-représentés.

Schaerbeek est une municipalité composée d'une importante communauté marocaine et turque alors que Molenbeek est une municipalité avec une très large visible communauté marocaine. Forest présente un profil plus mixte quant à sa composition ethnique, la communauté marocaine y est toutefois aussi assez présente. Prise ensemble ces trois communes sont représentative de la partie nord-ouest de la Région de Bruxelles-Capitale (aussi appelée les « bas quartiers » correspondant aussi à leur situation topographique) dans laquelle vivent les classes ouvrières et moyennes ainsi que la plupart des personnes de l'immigration non-EU. Aucun sondage sortie des urnes n'a été organisé dans le sud-est de la ville caractérisant les quartiers huppés de Bruxelles. Cet échantillon n'est pas conséquent par représentatif de l'ensemble de l'électorat de Bruxelles. Par contre, il donne une bonne représentation des quartiers populaires de la ville.

Nous ne pouvons pas cumuler les données des trois communes pour analyser le choix d'un parti, car les principaux partis francophones ne se sont pas (toujours) présents de manière

indépendante, ni dans les mêmes configurations, au scrutin. A Forest, le MR (droite libérale) et le CdH (Chrétiens-démocrates) présentaient une liste commune menée par la Bourgmestre sortante, alors qu'ils se présentaient séparément à Schaerbeek. De plus, à Molenbeek, le CdH se présentaient sur une liste commune conduite par le Bourgmestre sortant PS (Socialistes).

Dans notre analyse, cependant, nous nous intéressons aux partis faisant partie des quatre principales tendances politiques du paysage politique francophone : écologistes, socialistes, libéraux et chrétiens-démocrates. Souvent (mais pas toujours), les politiciens des partis flamands « frères » étaient candidats sur la liste de leur homologue francophone. Tous les autres partis –souvent petits– seront mis ensemble dans chacune des trois communes, quand nous tentons d'expliquer les comportements électoraux. La catégorie « autre » correspond aux personnes qui votent pour un autre parti que ceux repris ci-dessus ou qui ont voté nul. Vu le caractère mixte de cette catégorie (combinant tant les petits partis flamands que les petits partis francophones de toutes tendances politiques), aucune signification particulière ne peut être attribué à ces paramètres.

Le questionnaire utilisé portait sur le genre, l'âge, le parti pour lequel la personne a voté, le parti pour lequel la personne avait voté aux élections régionales de 2004, le statut socio-professionnel, le niveau d'étude, la croyance religieuse, la nationalité et la nationalité des parents. Nous avons aussi invité les personnes à se positionner entre gauche et droite, de donner leurs attentes quant au futur, de nous dire si elles avaient posé un vote de préférence pour une femme ou un candidat d'origine étrangère et de répondre à six questions attitudinales.

Choix d'un parti par les minorités ethniques à Bruxelles

Dans chacune des communes, plus de 90% des personnes interrogées avaient la nationalité belge (ce qui correspond à l'électorat total). Tant donné le faible nombre de non-Belges interrogés, nous avons choisi de ne pas entrer dans le détail des préférences des électeurs non-Belges comparées à celles des Belges. Nous pouvons simplement indiquer qu'il n'y a pas de relation statistique significative entre la nationalité (UE, hors-UE ou Belge) et le choix préférentiel. Cependant, nous ne pouvons pas en déduire qu'il n'y a pas de différences au niveau de la population. Nous devrions utiliser un échantillon plus important en nombre ou un échantillon stratifié dans lequel les non-Belges seraient surreprésentés pour le vérifier. Cette étude ne peut donc pas nous éclairer sur le comportement des étrangers lors des élections locales en Belgique. Nous avons indiqué auparavant que, vu le faible taux d'inscription, les étrangers n'ont eu qu'un impact mineur sur les résultats électoraux globaux.

Cependant, nous pouvons considérer le comportement électoral des personnes d'origine étrangère, mais souvent de nationalité belge, car leur nombre est suffisamment important dans nos échantillons. Ce fait atteste à lui seul de l'importance de la diversité ethnique dans l'électorat de des trois communes bruxelloises étudiées. Nous avons considéré la nationalité de la mère (au moment de la naissance) comme référence de l'origine des électeurs. Avec cet indicateur, nous pouvons identifier tant ladite première génération que la seconde génération d'immigrés de notre échantillon. Il y a une grande concordance entre la nationalité de la mère et celle du père⁶ et, par conséquent, nous avons choisi de ne retenir que la nationalité de la mère.

⁶ Cramer's V pour Schaerbeek : 0.800 (p>0.001), pour Forest 0.831 (p>0.001) et pour Molenbeek 0.869 (p>0.001)

Dans l'échantillon de Schaerbeek, 56,2% des électeurs avaient une mère belge, 12,6% avaient une mère marocaine (74 unités) et 10,7% avaient une mère turque (63 unités). Dans l'échantillon de Forest, 62,6% des électeurs avaient une mère belge, 14,7% avaient une mère marocaine (78 unités), 3,4% avaient une mère française (18 unités) et 3% avaient une mère congolaise (16 unités). Dans l'échantillon de Molenbeek, 51,8% avaient une mère belge, 21,9% avaient une mère marocaine (93 unités) et 5,4% avaient une mère congolaise (23 unités). Dans les trois communes, les autres origines ne dépassaient pas 3% de l'électorat. Dans ce qui suit, nous avons choisi de ne considérer que les résultats pour les groupes qui comptaient au moins 30 unités et nous avons regroupé les autres données en deux catégories génériques (origine européenne et origine non-européenne).

Les tableaux 1 à 3 montrent le choix du parti pour les électeurs belges et étrangers, en ne considérant que les partis les plus importants. Nous avons regroupé les résultats des plus petits partis dans une catégorie unique qui reprend également les votes nuls. Les pourcentages sont calculés par colonne et représentent la proportion de votes pour un parti pour chaque groupe ethnique.

Le tableau 1 montre qu'à Schaerbeek, parmi les électeurs belges sans origine immigrée, la *Liste du Bourgmestre* (parti libéral- MR) était le plus populaire, suivi par le parti écologiste. Le score du parti socialiste (PS) était plutôt faible dans ce groupe, comme pour le parti chrétien-démocrate (CdH). Les scores du parti libéral est nettement moins important parmi les électeurs européens, mais réussit encore le meilleur score. Les chrétiens-démocrates, les écologistes et les socialistes obtiennent de meilleurs scores parmi les électeurs d'origine européenne que parmi les électeurs belges. Notons que 65% des électeurs d'origine européenne sont de nationalité belge et que 35% sont de nationalité étrangère. De manière écrasante, le parti socialiste arrive en tête parmi les électeurs d'origine marocaine (desquels 92% ont la nationalité belge). Les libéraux arrivent deuxième et les chrétiens-démocrates troisième (avec quelque 18% des voix) alors que les écologistes ont un score plutôt faible dans ce groupe. Le parti socialiste obtient aussi un bon score dans le groupe d'origine turque (duquel 84% sont de nationalité belge), mais les libéraux obtiennent un meilleur score. Les écologistes obtiennent un score très faible, alors que les chrétiens-démocrates sont à hauteur de leur moyenne. Ces deux partis obtiennent un meilleur score parmi les électeurs d'origine non-européenne (dont 80% sont de nationalité belge), mais dans ce groupe, le MR demeure le principal parti, suivi de près par les socialistes.

La conclusion générale pour Schaerbeek est que la majorité et les minorités ethniques ont des comportements électoraux différents, mais qu'ils votent tous de manière très diversifiée. Les minorités ethniques tendent à voter beaucoup plus massivement que ne le fait la majorité ethnique. Le parti Ecolo a des difficultés à obtenir des voix parmi les électeurs marocains et turcs. Ce parti obtient davantage de voix parmi le groupe majoritaire et parmi les électeurs d'origine européenne. La liste du Bourgmestre, liée au parti libéral, obtient un bon score dans tous les groupes ethniques, mais surtout parmi les Belges sans passé migratoire et parmi les Turcs. Il est évident qu'à Schaerbeek, les électeurs d'origine immigrée ne votent pas massivement pour la gauche. Cependant, le parti socialiste profite largement de leur soutien.

Tableau 1 – Préférence pour un parti selon l’origine (nationalité de naissance de la mère) à Schaerbeek

	Belge (N=327)	UE (N=72)	Marocain (N=73)	Turc (N=61)	Autre non-UE (N=48)
PS	11,6%	15,3%	38,4%	36,1%	29,2%
Ecolo	25,1%	30,6%	5,5%	3,3%	14,6%
CDH	8%	15,3%	17,8%	9,8%	14,6%
Liste du bourgmestre (MR)	46,2%	34,7%	35,6%	47,5%	31,2%
Autres partis ou vote nul	9,2%	4,2%	2,7%	3,3%	10,4%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Chi-square: 79,461, df=16, p<0.001; Cramer’s V: 0.185 (N=581 valid cases)

Le tableau 2 donne les résultats pour Forest. Nous observons que la liste du Bourgmestre sortant (une coalition entre MR et CdH) récolte de bons scores dans tous les groupes. Les socialistes obtiennent de meilleurs scores parmi les électeurs d’origine marocaine (dont 86% sont de nationalité belge) et non-européens d’origine (dont 87% sont de nationalité belge) que parmi les électeurs du groupe majoritaire (tous de nationalité belge) et européens d’origine (dont 77,5% sont de nationalité belge).

Table 2 - Préférence pour un parti selon l’origine (nationalité de naissance de la mère) à Forest

	Belge (N=327)	UE (N=72)	Marocain (N=73)	Turc (N=61)	Autre non-UE (N=48)
PS	11,6%	15,3%	38,4%	36,1%	29,2%
Ecolo	25,1%	30,6%	5,5%	3,3%	14,6%
CDH	8%	15,3%	17,8%	9,8%	14,6%
Liste du bourgmestre (MR)	46,2%	34,7%	35,6%	47,5%	31,2%
Autres partis ou vote nul	9,2%	4,2%	2,7%	3,3%	10,4%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Chi-square: 79,461, df=16, p<0.001; Cramer’s V: 0.185 (N=581 valid cases)

Les écologistes ont plus de difficultés à plaire aux électeurs non-européens, en particulier les Marocains. Environ 9% des électeurs marocains ont voté pour « *Alternative Forestoise* » (leur score est inclus dans la catégorie « autre »), ce qui est beaucoup plus que pour d’autres groupes. Nous pouvons, à nouveau, en conclure que les différents groupes ethniques ont des comportements électoraux différents. Les électeurs d’origine immigrée ne votent pas uniquement pour la gauche ; une part importante a voté pour la liste de centre-droit de la Bourgmestre sortante. Comparée à la situation à Schaerbeek, le PS a moins dû compter sur le soutien des électeurs des minorités ethniques, bien que leur soutien soit demeuré crucial.

Le tableau 3 présente les résultats pour Molenbeek, où il semble qu’il y ait plutôt eu une grande différence dans les comportements électoraux selon l’origine. La liste du Bourgmestre sortant (PS en coalition avec le CdH) a reçu un soutien écrasant des électeurs d’origine non-

européenne (dont 81% sont de nationalité belge), surtout d'origine marocaine (dont 93% sont de nationalité belge). Ce soutien est beaucoup moins franc parmi les Belges qui ne sont pas d'origine immigrée. Ces électeurs ont soutenu le parti libéral (MR). Dans notre sondage, tous les soutiens pour l'extrême droite (*Vlaams Belang* ou FN) proviennent du « groupe autochtone ». L'inverse de la situation de Schaerbeek et Forest, les écologistes se sont maintenus dans tous les groupes ethniques, mais relevons que le parti Ecolo a obtenu un score plus mauvais dans cette commune que partout ailleurs à Bruxelles. On pourrait conclure que les minorités ethniques, à Molenbeek, votent de manière préférentielle et écrasante pour la gauche.

Table 3 - Préférence pour un parti selon l'origine (nationalité de naissance de la mère) à Molenbeek

	Belge (N=220)	UE (N=65)	Marocain (N=93)	Autres non- UE (N=47)
MR	45,9%	36,9%	8,6%	10,6%
Ecolo	11,4%	9,2%	7,5%	12,8%
Liste du bourgmestre (PS-CDH)	22,7%	38,5%	75,3%	59,6%
Autres partis ou vote nul	20%	15,4%	8,6%	17%
Total	100%	100%	100%	100%

Chi-square: 91,295 df=9, $p < 0.001$; Cramer's V: 0.268 (N=425 valid cases)

En somme, les données pour Schaerbeek, Forest et Molenbeek suggèrent qu'il y a des variations d'une commune à l'autre dans la préférence envers un parti dans les minorités ethniques. Les électeurs d'origine immigrée ne votent pas nécessairement pour la gauche, mais le parti socialiste doit souvent compter sur eux pour atteindre leur score élevé. L'exercice du pouvoir local semble jouer un rôle dans l'attraction du soutien de la part des électeurs d'origine immigrée.

L'ethnicité joue-t-elle vraiment un rôle dans le choix du parti ?

Nous avons établi qu'il y a un lien entre le milieu ethnique et la préférence pour un parti. Cela signifie-t-il que l'origine ethnique est une variable relevante pour expliquer le comportement électoral ? Sans doute l'origine ethnique ou l'histoire migratoire n'a-t-elle pas d'importance particulière si nous considérons des facteurs socio-démographiques structurels dans le choix d'un parti comme le genre, l'éducation et la position socio-économique. En effet, les électeurs immigrés pourraient avoir un comportement électoral particulier qui ne serait pas lié à leur identification ethnique, mais, pourrait être attribué par exemple à leur statut socio-professionnel ou à leur niveau d'étude. Si les ouvriers sont davantage représentés parmi les minorités ethniques que dans le groupe majoritaire, il n'est pas surprenant que le parti socialiste puisse attirer plus d'électeurs d'origine immigrée.

Afin d'estimer l'impact de différentes variables structurelles sur le vote pour des partis spécifiques, une analyse logistique multinomiale a été effectuée avec la procédure SPSS-NOMREG. Les estimations qui en résultent sont cependant difficiles à interpréter, car la variable dépendante n'est pas la probabilité de voter pour un parti spécifique, mais bien la probabilité de voter pour un parti spécifique par rapport à la probabilité de voter pour un autre

parti (c'est-à-dire la probabilité de voter pour le parti utilisé comme catégorie de référence dans les estimations) selon la catégorie de la variable structurelle à laquelle l'électeur appartient. Dans le but de simplifier l'interprétation des résultats, les estimations obtenues dans la régression logistique multinomiale ont été transformées en déviations (exprimées en point-pourcentage) des pourcentages moyens des votes pour chaque parti politique, selon la procédure de Kaufman et Schervish (1986). Cette procédure permet de présenter les résultats en différence de point-pourcentage de chaque catégorie structurelle par rapport au pourcentage moyen des votes pour chaque parti politique. Cette approche fut introduite dans les études électorales en Belgique par Swyngedouw (1989), de qui nous sommes largement inspirés (Swyngedouw, Billiet & Goeminne, 2007).

Tableau 4 Modèle logique multinomial pour le comportement électoral lors des élections locales de 2006 à Schaerbeek

	L ²	df	Sign.	L ² /df
Genre	3,639	4	0.457	0,909
Education	37,005	12	<0.001	3,083
SES	39,541	20	0.006	1,977
Origine (nationalité de la mère)	67,188	16	<0.001	4,199

Likelihood ratio chi-square (L²)=169,007 ; df=52 ; p<0.001

Tableau 5 Modèle logique multinomial pour le comportement électoral lors des élections locales de 2006 à Forest

	L ²	df	Sign.	L ² /df
Genre	1.902	3	0.593	0,634
Education	19,477	9	0.021	2,164
SES	29,905	15	0.012	1,993
Origine (nationalité de la mère)	20,317	9	0.016	2,257

Likelihood ratio chi-square (L²)=85,490 ; df=36 ; p<0.001

Tableau 4 Modèle logique multinomial pour le comportement électoral lors des élections locales de 2006 à Molenbeek

	L ²	df	Sign.	L ² /df
Genre	2,574	3	0,462	0,858
Education	8,966	9	0,440	0,996
SES	14,289	15	0,504	0,952
Origine (nationalité de la mère)	70,437	9	>0,001	7,826

Likelihood ratio chi-square (L²)=122,915 ; df=36 ; p<0.001

Les tableaux 4, 5 et 6 donnent un aperçu de l'importance de l'effet de chaque déterminant structurel pour les comportements électoraux. La force de l'impact peut être évaluée par le ratio L²/df. Plus grand est ce nombre, plus grand est l'effet.

Pour Schaerbeek (tableau 4), nous notons qu'il y a un impact important lié à l'origine, qui est même plus important que les effets liés à l'éducation et au SES. Le genre n'a pas d'effet significatif. Il semble que les comportements électoraux des groupes ethniques soient indépendants de leur niveau d'éducation ou de leur statut socio-économique. Pour Molenbeek (table 6) il ne semble y avoir qu'un effet significatif lié à l'origine ethnique, qui domine tous les autres.

Pour avoir une meilleure vue de l'effet de chacune des caractéristiques structurelles, nous examinons les effets de toutes les catégories des différentes variables du comportement électoral dans les tableaux 7 (Schaerbeek), 8 (Forest) et 9 (Molenbeek). Dans ces tableaux, les effets sont exprimés en différences de pourcentages comparés au pourcentage total que chaque parti a obtenu aux élections communales de 2006. A la lecture de ces tableaux, il faut garder à l'esprit que les effets nets sont indiqués pour chaque variable, en comparaison de l'impact de toutes les autres variables du modèle. Il est à noter qu'une différence par rapport au pourcentage total d'un parti doit être interprétée à la lumière de l'importance de ce pourcentage total. Ainsi, une différence de 5% pour une catégorie particulière a plus d'importance pour un petit parti que pour un grand parti.

Sans entrer dans les détails de tous les résultats, nous observons qu'à Schaerbeek (table 7), être d'origine marocaine ou non-européenne augmente de manière significative la probabilité de voter socialiste. A niveau d'études et statut socioprofessionnel constant, les électeurs d'origine marocaine sont 14% de plus à soutenir les socialistes à Schaerbeek. Il est intéressant de noter que les personnes d'origine turque sont plus nombreuses (plus de 12%) à voter pour le parti libéral du Bourgmestre sortant. Il semble ainsi que certains partis à Schaerbeek sont en mesure de s'assurer des voix dans certaines niches ethniques : les socialistes ont plus de succès dans la population d'origine marocaine, alors que les libéraux reçoivent plus de suffrages dans la population turque. Le parti écologiste semble incapable d'attirer les voix des immigrés d'origine non-européenne, mais si historiquement il a été parmi les premiers partis à avoir ouvert leurs listes aux candidats d'origine étrangère.

C'est une évidence à Schaerbeek : les électeurs d'origine étrangère ont un comportement électoral particulier, indépendant de leur niveau d'études ou de leur statut socio-économique. Bien que les électeurs d'origine non-européenne soutiennent tous les partis politiques, ils ont une préférence pour le parti socialiste. Les libéraux parviennent à attirer le soutien de l'électorat d'origine turque, ce qui n'est pas le cas des chrétiens-démocrates. Cependant, ils parviennent à attirer le vote d'électeurs d'origine marocaine et non-européenne. Les écologistes semblent ne pas parvenir à être une option pour les électeurs immigrés d'origine non-européenne à Schaerbeek.

L'existence d'un vote particulier parmi les minorités ethniques est confirmée par les données pour Forest (tableau 8). A nouveau, l'origine ethnique a un effet significatif sur la préférence pour un parti, en contrôlant l'effet du niveau d'études et du statut socio-économique. Les socialistes profitent le plus du vote des immigrés d'origine non-européenne, alors que les écologistes ne parviennent toujours pas à attirer le vote immigré. Le parti libéral de la Bourgmestre, qui s'est joint aux Chrétiens-démocrates à Forest, maintient son score électoral grâce aux électeurs d'origine marocaine. Notons que le nombre de candidats d'origine maghrébine était beaucoup plus élevé sur la liste de la Bourgmestre sortante (6 candidats) que sur la liste écologiste (2 candidats), élément qui doit avoir son importance.

Cependant, l'importance du vote ethnique est plus visible à Molenbeek (tableau 9). La liste du bourgmestre (socialistes et chrétiens-démocrates) a reçu un soutien très important des électeurs d'origine non-européenne en particulier ceux d'origine marocaine (plus de 33%, sur un total de 40% de voix), en contrôlant l'effet du niveau d'études et du statut socio-économique. Cela contraste avec le parti libéral qui éprouve des difficultés à toucher l'électorat d'origine immigrée. Cependant, ce dernier obtient un bon score parmi électeurs n'étant pas d'origine immigrée. Le parti écologiste parvient à se maintenir dans tous les groupes, mais doit se contenter d'un score général faible.

Tableau 7 Effet des variables socio-démographiques sur le comportement électoral à Schaerbeek

	<i>Parti Socialiste</i>	<i>ECOLO</i>	<i>CDH</i>	<i>Liste du Bourgmestre</i>	<i>Autres ou vote nul</i>
Score	19,6%	20,1%	10,9%	42,1%	7,3%
GENRE	<i>(not significant)</i>				
Homme	+0,973	-1,332	-1,212	-0,074	+1,644
Femme	-1,164	+1,555	+1,447	+0,116	-1,954
EDUCATION	<i>(significant)</i>				
Niveau bas	+15.357	-4.838	-3.477	-8.613	+1.571
Niveau intermédiaire	-1.103	-4.486	-1.743	+1.335	+5.997
Niveau élevé (non-universitaire)	-3.112	+2.653	+3.548	+1.971	-5.060
Niveau élevé (universitaire)	-7.945	+6.823	+1.991	+3.472	-4.342
SES	<i>(significant)</i>				
Ouvrier	-1.926	+1.767	+5.133	-3.754	-1.220
Employé	+4.285	-1.389	+0.883	-1.879	-1.900
Cadre ou indépendant	-4.141	-7.538	+0.156	+9.848	+1.674
Sans emploi ou allocataire social	+5.582	+9.780	-3.064	-22.382	+10.084
Pensionné	-4.763	-9.767	-4.588	+18.258	+0.860
Autres	-1.926	+1.767	+5.133	-3.754	-1.220
ORIGINE	<i>(significant)</i>				
Mère belge	-6.208	+5.029	-2.571	+1.112	+2.638
Mère UE	-3.576	+12.758	-4.974	-3.977	-0.229
Mère non-UE	+10.661	-5.263	+8.686	-12.139	-1.944
Mère marocaine	+14.514	-15.277	+7.960	-1.477	-5.721
Mère turque	+9.075	-16.819	+0,990	+12.181	-5.427

Tableau 8 Effet des variables socio-démographiques sur le comportement électoral à Forest

	<i>Parti Socialiste</i>	<i>ECOLO</i>	<i>Liste du Bourgmestre</i>	<i>Other or void</i>
Score	28,6%	24,1%	36,4%	10,9%
GENRE	<i>(non significant)</i>			
Homme	+1.156	-2.123	-0.495	+1.462
Femme	-1.158	+2.172	+0.457	-1.472
EDUCATION	<i>(significant)</i>			
Niveau bas	+0.026	-12.622	+6.012	+6.584
Niveau intermédiaire	-2.120	+7.674	-3.970	-1.584
Niveau élevé (non-universitaire)	+4.814	-6.210	+1.665	-0.269
Niveau élevé (universitaire)	-2.605	+7.230	-2.028	-2.597
SES	<i>(significant)</i>			
Ouvrier	+11.680	-6.635	-7.863	+2.817
Employé	-4.379	+7.709	-4.371	+1.040
Cadre ou indépendant	-9.102	-0.359	+7.623	+1.838
Sans emploi ou allocataire social	+13.999	-11.498	-0.483	-2.019
Pensionné	+1.766	-10.589	+14.757	-5.934
Autres	+3.351	+4.145	-8.598	+1.102
ORIGINE	<i>(significant)</i>			
Mère belge	-3.209	+4.249	-0.637	-0.403
Mère UE	-1.644	+1.999	+1.502	-1.857
Mère non-UE	+14.381	-6.438	-5.581	-2.363
Mère marocaine	+9.313	-17.276	+3.205	+4.758

Tableau 9 Effet des variables socio-démographiques sur le comportement électoral à Molenbeek

	<i>MR</i>	<i>ECOLO</i>	<i>Liste du Bourgmestre</i>	<i>Other or void</i>
Score	32,5%	10,4%	40,8%	16,3%
GENRE	<i>(non significant)</i>			
Homme	-3.163	-0.952	+3.522	0.593

Femme	+3.403	+1.102	-3.960	-0.546
EDUCATION	<i>(non significant)</i>			
Niveau bas	-2.228	-4.165	+5.359	+1.034
Niveau intermédiaire	+0.477	+0.082	-1.040	+0.481
Niveau élevé (non-universitaire)	+7.144	-1.889	-3.601	-1.654
Niveau élevé (universitaire)	-3.982	+9.289	-4.390	-0.917
SES	<i>(non significant)</i>			
Ouvrier	-11.194	-2.896	-4.456	+18.546
Employé	+8.339	+3.808	-7.606	-4.541
Cadre ou indépendant	-8.902	-1.890	+12.282	-1.490
Sans emploi ou allocataire social	+3.861	+0.848	-2.455	-2.255
Pensionné	-4.308	-5.620	+6.970	+2.957
Autres	-11.194	-2.896	-4.456	+18.546
ORIGINE	<i>(significant)</i>			
Mère belge	+12.471	+0.900	-17.267	+3.896
Mère UE	+3.703	-1.148	-1.766	-0.789
Mère non-UE	-18.751	+3.417	+16.336	-1.002
Mère marocaine	-22.751	-2.946	+33.626	-7.929

Dans les trois communes, l'origine immigrée a une importance significative, plus que celle d'autres facteurs tels que le niveau d'études et la position socio-économique. Même si les électeurs des minorités ethniques ont des comportements électoraux diversifiés (ils soutiennent potentiellement tous les partis), ils semblent être systématiquement surreprésentés dans l'électorat de certains partis (surtout le parti socialiste). En outre, nous pouvons conclure que des comportements particuliers dans les minorités ethniques sont autant présents en Belgique qu'aux Pays-Bas (Van Heelsum & Tillie, 2000), malgré les structures d'opportunité discursive défavorables pour une mobilisation ethnique à Bruxelles

Qui vote pour les candidats des minorités ethniques ?

Sur l'ensemble des participants à notre sondage, 35,6% ont marqué une préférence pour un candidat ethnique. Comme nous le voyons dans le tableau 10, tant les personnes avec ou sans origine immigrée ont voté pour des candidats d'origine immigrée. Il serait donc faux de prétendre que les candidats avec une origine étrangère n'ont reçu des voix que ou principalement d'électeurs également descendants d'immigrés. Sur les 537 électeurs qui ont déclarés avoir donné une préférence dans leur vote pour un candidat d'origine immigré, 209 n'avaient pas de lien avec l'immigration (38,9%).

Tableau 10 – Tableau croisé des votants pour un candidat d’origine étrangère et du lieu de naissance de la mère du votant (Schaerbeek, Molenbeek et Forest, N=1507)

	Mère belge (N=859)	Mère UE (N=213)	Mère turque (N=71)	Mère marocaine (N=240)	Mère non-UE (N=124)	Total (N=1507)
NON	75,7%	64,8%	21,1%	41,7%	54%	64,4%
OUI	24,3%	35,2%	78,9%	58,3%	46%	35,6%

Néanmoins, il est vrai que les personnes d’origine immigrée votent, de manière significative, plus souvent pour un candidat d’origine étrangère que celles qui n’ont pas de passé d’immigration⁷. Cette différence demeure si nous prenons en compte le statut socio-économique et le niveau d’étude.

Dans le tableau 11, nous présentons les résultats d’un modèle de régression logistique qui nous permet de prévoir qui vote pour un candidat d’origine étrangère. Le niveau d’étude n’a aucun effet significatif, ni le statut socio-économique (pas présenté ici). Les votes de la plus jeune génération (18-34 ans) et du groupe d’âge moyen (34-54 ans) sont deux fois plus nombreux à se porter sur un candidat d’origine étrangère, que ceux émanant de la génération la plus âgée (55 ans et plus). En contrôlant l’effet des autres variables, ceux qui expriment un vote de préférence pour une femme sont presque quatre fois plus susceptibles de voter également pour un candidat d’origine étrangère comparé à ceux qui ne votent pas pour une femme. Ceci tend à démontrer qu’il existe un groupes d’électeurs qui exprime délibérément un vote « symbolique » avec lequel ils escomptent montrer que la diversité dans les institutions est importante (Syngedouw & Jacobs, 2006).

Comme nous l’avons noté, si l’on prend en compte les autres variables dans le modèle, les personnes d’origine étrangère sont plus enclines à voter de manière préférentielle pour un candidat d’origine étrangère que celles qui n’ont pas de lien avec l’immigration. Les personnes qui ont une mère marocaine votent 4,4 fois plus et celles qui ont une mère turque 13 fois plus pour un candidat d’origine étrangère que les électeurs qui ont une mère belge. Comme pour la situation néerlandaise (Tillie, 2000), le vote ethnique préférentiel est donc un phénomène important dans le cadre des élections en Belgique.

⁷ Cramer’s V : 0.331 (p>0.001)

Tableau 11 – Modèle de régression logistique avec vote de préférence pour un candidat d'origine étrangère comme variable dépendante (Schaerbeek, Molenbeek et Forest, N=1507)

	B	S.E.	Wald	df	Sig.	Exp(B)
Origine (ref : Belge)			117,240	4	,000	
Origine UE	,457	,175	6,783	1	,009	1,579
Origine non-UE	1,051	,216	23,768	1	,000	2,861
Origine marocaine	1,496	,174	74,226	1	,000	4,463
Origine turque	2,582	,327	62,408	1	,000	13,219
Age (ref : 55 et plus)			29,705	2	,000	
18-34	,855	,175	23,725	1	,000	2,351
35-54	,879	,172	26,168	1	,000	2,410
Education (ref : univ.)			,667	3	,881	
Niveau bas	-,146	,181	,648	1	,421	,864
Niveau intermédiaire	-,090	,168	,288	1	,591	,914
Niveau élevé (non-université)	-,067	,178	,142	1	,706	,935
Vote de préférence pour une femme	1,354	,139	94,561	1	,000	3,874
Genre (ref : homme)	-,328	,123	7,110	1	,008	,720
Constant	-2,488	,220	128,178	1	,000	,083

$R^2 = 0.189$ (Cox & Snell), 0.259 (Nagelkerke), Model $\chi^2 = 307,888$, $df = 11$, $p < 0.001$

Conclusions

Ces dernières années, les minorités ethniques d'origine immigrée sont devenues un groupe électoral non-négligeable dans les villes belges. L'analyse des préférences électorales demeuraient, néanmoins, sujet peu investigué qui conduisait à toutes sortes de spéculation. Dans cette contribution, nous avons proposé une première analyse des comportements électoraux des minorités ethniques en Belgique, en utilisant des données recueillies à la sortie des urnes lors des élections communales de 2006 dans trois communes de la Région de Bruxelles-capitale. Nous avons cherché à savoir si les électeurs immigrés d'origine non-européenne avaient une préférence pour un parti particulier qui ne pourrait pas être expliquée par d'autres variables telles que le niveau d'études ou la position socio-économique. Les données recueillies suggèrent clairement qu'en effet, il y a un impact significatif de l'origine ethnique sur le choix du parti, au-delà des autres déterminants socio-structurels. De manière générale, les électeurs d'origine marocaine ont une forte tendance à soutenir le parti socialiste, mais les électeurs d'origine non-européenne ne votent pas systématiquement pour la gauche. Le parti écologiste connaît des difficultés à obtenir un soutien dans les groupes immigrés d'origine non-européenne. Ils échouent là où les centristes (CdH) et les libéraux (MR) parviennent à attirer le vote immigré (par exemple, les Turcs à Schaerbeek). Les données

recueillies semblent suggérer que les partis politiques peuvent conquérir localement des niches électorales ethniques. Les résultats semblent aussi suggérer un effet important du parti qui descend de charge lors d'élections dans l'attraction du soutien des électeurs des minorités ethniques. Tous ces résultats devront, bien entendu, être confirmés par des recherches ultérieures afin d'évaluer si nous sommes en présence de comportements structurels ou non.

Nous nous sommes intéressés aux résultats du vote préférentiel des candidats d'origine étrangère. Tant les personnes avec que sans passé d'immigration votent pour des candidats d'origine étrangère. Ce serait donc un erreur de dire – comme c'est souvent le cas dans les débats politiques et dans les médias – que les candidats d'origine étrangère sont surtout ou souvent élus grâce au soutien d'électeurs qui sont eux aussi descendants d'immigrés. Cependant, il est évident que les électeurs d'origine immigrée votent davantage pour des politiciens d'origine étrangère que ne le font la majorité des électeurs.

Dans des recherches futures, nous espérons pouvoir comparer nos résultats avec d'autres résultats empiriques quant à la participation politique des immigrés dans d'autres pays d'Europe continentale, qui connaissent également une augmentation du potentiel électoral des minorités ethniques dans leurs centres urbains. Une première comparaison des données belges avec celles des Pays-Bas semblent, en tout cas, indiquer que la mobilisation électorale des minorités ethniques est un phénomène constant sans lien avec la structure d'opportunité politique. Cependant, avant de formuler une conclusion finale, il est nécessaire de récolter des données supplémentaires dans d'autres pays européens. Ces données sont encore relativement rares (à part les Pays-Bas, les pays scandinaves, le Royaume-Uni et l'Allemagne) et de qualités variables. Alors que l'ethnicité est une variable courante dans les études électorales anglo-saxonnes, les sociologues et les politologues, dans la plupart des pays européens, commencent à peine à étudier le comportement des minorités ethniques immigrées.

Références bibliographiques

- Bousetta, H., Gsir, S. & Jacobs, D. (2005) *Active Civic Participation of Immigrants in Belgium*, Country Report prepared for the European research project POLITIS, Oldenburg, 2005, www.uni-oldenburg.de/politis-europe.
- Heelsum, A. van & J. Tillie (2006), *Opkomst en partijvoorkeur van migranten bij de gemeenteraadsverkiezingen van 7 maart 2006*, Amsterdam: IMES
- Jacobs, D. & Swyngedouw, M. (2002) 'The Extreme-Right and Enfranchisement of Immigrants: Main Issues in the Public Debate on Integration in Belgium', *Journal of International Migration and Integration / Revue de l'intégration et de la migration internationale*, 3 (3-4): 329-344.
- Jacobs, D., Martiniello, M. & Rea, A. (2002) 'Changing patterns of political participation of citizens of immigrant origin in the Brussels Capital Region: The October 2000 Elections', *Journal of International Migration and Integration / Revue de l'intégration et de la migration internationale*, 3 (2): 201-221.
- Jacobs, D., Phalet, K. & Swyngedouw, M. (2004), "Associational Membership and Political Involvement Among Ethnic Minority Groups in Brussels". *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol 30 (3), 543-559.
- Jacobs, D., Bousetta, H., Rea, A., Martiniello, M. & Swyngedouw, M. (2006) *Qui sont les candidats aux élections bruxelloises? Le profil des candidats à l'élection au parlement de la Région de Bruxelles Capitale du 13 Juin 2004*, Cahiers Migrations 37, Bruxelles: Academia Bruylant.
- Kaufman, L. & Schervish, P. (1986) 'Using adjusted cross tabulations to interpret log-linear relationships', *American Review of Sociology*, 51 : 717-733.
- Rea A et Bietlot M. (2007), "Les changements du code de la nationalité en Belgique. De la peur de l'étranger à son inclusion sous condition", in Martiniello M., Rea A. et. Dassetto F. (Eds), *Immigration et intégration en Belgique francophone. Un état des savoirs*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, pp. 141-178.
- Swyngedouw, M. (1989) *De keuze van de kiezer. Naar een verbetering van de schattingen van verschuivingen in de partijvoorkeur bij opeenvolgende verkiezingen en peilingen*. Leuven/Rotterdam : KULeuven/Erasmus Universiteit.
- Swyngedouw, M. & Jacobs, D. (2006) "Qui a voté en 2003 pour les candidats d'origine étrangère en Flandre (Belgique)?", pp.159-176 in Khader, B., Martiniello, M., Rea, A. & Timmerman, C. (eds.) *Penser l'immigration et l'intégration autrement. Une initiative belge inter-universitaire*, Bruxelles: Bruylant.
- Swyngedouw, M., Billiet, J. & Goeminne, B. (2007) *De kiezer onderzocht. De verkiezingen van 2003 en 2004 in Vlaanderen*. Leuven : Universitaire Pers Leuven.
- Teney, C. & Jacobs, D. (2007) 'Le droit de vote des étrangers en Belgique: le cas de Bruxelles', *Migrations Société*. 19 (114): 151-168.
- Tillie, J. (2000) *De etnische stem. Opkomst en stemgedrag van migranten tijdens gemeenteraadsverkiezingen, 1986-1998*, Utrecht: Forum.
- Vasta, E. (2007) 'From ethnic minorities to ethnic majority policy : Multiculturalism and the shift to assimilationism in the Netherlands', *Ethnic and Racial Studies*, 30 (5) : 713-740.
- Vermunt, J.K. (1997). *LEM: A General Program for the Analysis of Categorical Data*. Department of Methodology and Statistics, Tilburg University.

Annexes

Tableau A. Comparaison des résultats du sondage et des résultats des élections à Forest (votes valides)

	Résultats sondage	Résultats élections
PS	30%	30,73%
Ecolo	24,7%	19,38%
Liste du bourgmestre	37,1%	40,08%
MCCF	3,7%	2,75%
VLD-CD&V-O	0,4%	3,5%
Alternative forestoise	4,1%	3,55%

Chi-square: 4.86, df=5, p=0.43

Tableau B. Comparaison des résultats du sondage et des résultats des élections à Molenbeek (votes validés)

	Résultats sondage	Résultats élections
MR	34,6%	32,22%
Vlaams Belang	2,5%	6,53%
Ecolo	11,0%	8,34%
FN	1,0%	4,05%
Liste du Bourgmestre	43,6%	39,52%
PTB	3,3%	2,84%
Force citoyenne	1,0%	0,67%
Spirit & onafhankelijken	1,5%	2,46%
PJM	1,5%	3,38%

Chi-square: 7.879, df=8, p=0.445

Tableau C Comparaison des résultats du sondage et des résultats des élections à Schaerbeek (votes validés)

	Résultats sondage	Résultats élections
PS	20,0%	25,16%
Ecolo	20,3%	13,79%
FN	0,7%	1,94%
CDH	11,1%	10,90%
Liste du bourgmestre	43%	40,79%
DEMOL	1,9%	4,07%
VLD-LIB	2,1%	1,62%
PTB	0,5%	1,23%
Unie	0,2%	0,37%
MAS-LSP	0,2%	0,14%

Chi-square: 6.896, df=9, p=0.648